



DÉVELOPPONS LES FRONTS ANTICAPITALISTES

*Alternative
Libertaire*

alternativelibertaire.org

La nécessité d'une alternative

Licenciements pour les un-e-s, chantage à l'emploi et baisses de salaires pour les autres, stigmatisation des chômeur-se-s, chasse aux immigré-e-s... L'arrivée du Parti socialiste au pouvoir en 2012 n'aura au final fait que redoubler les attaques contre les classes populaires. Le patronat se sent pousser des ailes et en demande toujours plus. Le Front national et les réac' de tous poils se tiennent en embuscade et s'enracinent dans le paysage politique, tirant toujours plus à droite l'UMP et le PS... Il y a urgence à construire une alternative à ce système à bout de souffle.

Le Front de gauche essaie de dessiner un semblant d'alternative et cherche à tisser des alliances avec la gauche du PS (Europe-écologie, Nouvelle donne, les « frondeurs » du PS), avec, en perspective, les élections de 2017. Mais les propositions de ce courant (une 6e République, une réforme fiscale d'ampleur) ne sont pas à la hauteur des enjeux : d'une part, elles se présentent comme des solutions institutionnelles, réduisant les luttes sociales à de simples leviers en vue des élections ; d'autre part, elles se limitent à des aménagements du système, qui passent à côté du problème. Or, nous avons en face de nous un système capitaliste aux abois, qui a besoin, pour survivre, de rogner les salaires et de faire disparaître les acquis sociaux. Si nous voulons combattre cette machine de guerre, nous ne pouvons pas nous contenter de propositions tièdes, qui ne remettent pas fondamentalement en cause le capitalisme.

SURMONTER LES DIVISIONS

Nous affirmons au contraire que le capitalisme n'est pas réformable et qu'aucune amélioration durable du sort des travailleurs-ses ne peut être obtenue tant que perdurera ce système mortifère. Les anticapitalistes n'ont donc pas à rougir de vouloir rompre avec ce système impossible à désarmer ou à domestiquer. La seule manière de le combattre, c'est de lui arracher le pouvoir que lui confère la propriété des moyens de production et de se débarrasser de l'État qui est à son service.

En revanche, nous faisons le constat que la division entre les organisations anticapitalistes affaiblit considérablement leur audience parmi les exploité-e-s

et leur poids dans les luttes. L'exemple de la Grèce, qui compte de nombreux militant-e-s révolutionnaires, montre bien que l'aggravation de la crise ne se traduit pas mécaniquement par un renforcement des opposants au capitalisme. De même, en France, cet éclatement et la faiblesse qui en découle découragent de nombreux-se-s militant-e-s, lassés par le sectarisme de chaque chapelle, de s'organiser politiquement.

L'UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ... ET DANS LA RUE !

Pour autant, il serait prématuré de penser pouvoir réunir tous les anticapitalistes au sein d'une même organisation : on ne tirera pas un trait sur les différences de cultures, d'histoire, les chapelles idéologiques, du jour au lendemain. Il faut donc partir de ce qui nous rassemble pour construire l'unité des anticapitalistes : notre opposition au capitalisme et à l'ensemble des oppressions, notre implication dans les luttes et nos pratiques d'auto-organisation¹.

Nous pensons également que ces fronts doivent se bâtir hors des logiques électorales, car nous sommes convaincus que la lutte anticapitaliste se mène pour l'essentiel hors de l'institution et que les élections divisent plus qu'elles ne rassemblent. C'est sur ces bases qu'Alternative libertaire appelle à la constitution de fronts anticapitalistes. Une telle unité permettra au mouvement anticapitaliste d'acquiescer une visibilité et une crédibilité qu'aucune des organisations actuelles ne peut prétendre atteindre seule.

Depuis 2012, avec l'arrivée de Hollande au pouvoir, l'essor du Front de gauche et la crise du NPA, cette proposition trouve un nouvel écho chez les anticapita-

Les anticapitalistes n'ont donc pas à rougir de vouloir rompre avec ce système.



Un pôle anticapitaliste dans la manifestation du 12 avril 2014 à Paris.

listes. Ainsi, plusieurs fronts locaux ont pu être constitués à Agen, Toulouse, Nantes, Angers, Albi et des premières réunions d'échange ont eu lieu dans ce sens à Nîmes, Bobigny, Orléans, Montreuil, Rennes. Dans ces villes la proposition a en général reçu un accueil favorable du NPA, des Décroissants, de l'OCML-VP, voire des Alternatifs ou de la FA. Là où la démarche est la plus aboutie, les fronts anticapitalistes ont été à l'initiative de meetings, concerts, soutiens aux luttes, tracts communs, et des militant-e-s inorganisé-e-s politiquement s'investissent.

Cette habitude de travail commun a également permis de mieux se coordonner dans les luttes et dans les collectifs uni-

taires, par exemple au moment de la préparation de la manifestation nationale contre l'austérité à Paris le 12 avril 2014. En effet, il ne s'agit pas de se substituer aux mouvements sociaux (syndicats, associations de lutte...), ni de bâtir un camp politique qui s'isole du reste des organisations s'opposant au gouvernement et au patronat.

PASSER À LA VITESSE SUPÉRIEURE

La question se pose aujourd'hui d'une rencontre nationale et d'un appel de plusieurs organisations

à la constitution de fronts anticapitalistes. Alternative libertaire a écrit en janvier 2012 à l'ensemble des organisations anticapitalistes, qu'elles soient libertaires, marxistes ou décroissantes. Seuls le NPA et les Alternatifs avaient répondu... avec un certain scepticisme.

La situation est différente aujourd'hui et c'est pour cela que nous faisons campagne, notamment via cette brochure. L'idée doit être popularisée et débattue le plus largement possible, clairement expliquée afin d'éviter tout faux débat, et il faut mettre en commun les expériences locales.

1. À ce sujet, voir par exemple la Charte des anticapitalistes 47 en page V.

Des fronts anticapitalistes, pour quoi faire ?

L'idée de front consiste à créer des cadres unitaires (collectifs, réseaux, coordinations assemblées, peu importe la dénomination, il ne s'agit pas d'une marque déposée) dans les villes et les quartiers fédérant toutes celles et ceux qui veulent riposter globalement aux attaques du gouvernement et du Medef, qu'ils/elles soient organisés-e-s ou pas et qui souhaitent le faire sur une base anticapitaliste.

Organe de résistance, de soutien et de popularisation des luttes.

Face à la gravité et à la multiplicité des attaques, il convient d'éviter la dispersion et de construire partout des regroupements souples ayant pour vocation de répondre globalement à ces attaques.

Les mauvaises langues peuvent y voir des structures fourre-tout, mais en réalité, c'est la seule façon d'éviter la division des forces, la dispersion qui fait le jeu du gouvernement et c'est un moyen d'être plus réactif-ives afin d'éviter la concurrence entre mobilisations sur des fronts de lutte qui gagneraient à converger. C'est donc le gage d'une plus grande efficacité. L'idée de résistance anticapitaliste permet de mettre en avant l'idée d'opposition frontale à la politique capitaliste. Mais elle permet aussi

de nommer clairement une politique qui fait système et donc d'identifier précisément son caractère de classe.

Organe de résistance, de soutien et de popularisation des luttes, le front anticapitaliste se bat aussi

pour une alternative anticapitaliste et, nous l'espérons, autogestionnaire à la société actuelle.

Cela signifie que le front anticapitaliste est un lieu de débat visant à populariser des mesures d'urgence, mais aussi des mesures transitoires, notamment à partir d'actions de réquisition (de logements vides, d'embauches, d'entreprises qui licencient, qui ferment), de récupération et de redistribution des richesses. Il vise aussi à favoriser le développement de l'éducation populaire en réintroduisant la politique dans les quartiers (par exemple via des cafés politiques, des cinémas alternatifs ou des lieux de contre-culture) et en encourageant le développement de projets faisant le lien entre les dimensions sociale et politique de l'éducation populaire.

C'est donc un lieu de débat et d'action qui met la question de la transformation de la société au

cœur de ses démarches. Le front anticapitaliste peut être dans toutes les villes le lieu de convergence entre militant-e-s politiques et militant-e-s des mouvements sociaux, ainsi qu'avec celles et ceux qui ne sont pas organisés-e-s. Il ne s'oppose pas au front social qui résulte de la convergence des structures d'auto-organisation et des organisations sociales (syndicats, associations, réseaux), mais le complète. Et c'est un outil délimité stratégiquement, ayant vocation à incarner une force résolument extraparlamentaire, un premier pas dans la construction d'un mouvement autogestionnaire large.

Nous n'y voyons là ni une panacée, ni une fin en soi, mais une formule suffisamment souple pour faire vivre l'unité dans la diversité et le pluralisme avec toutes celles et ceux qui se battent contre l'oppression de classe, de genre et le racisme et militent pour l'émancipation sociale et politique.

Ce cadre unitaire sera ce que les un-e-s et les autres en feront, il peut, s'il s'inscrit dans la durée et grâce à la pratique, atténuer la méfiance, lever des incompréhensions et favoriser des débats politiques constructifs. Il peut permettre aux militant-e-s de construire des outils de lutte et d'auto-organiser

la nisation favorisant le développement de la conscience politique et de mobilisation de masse, ce qui est essentiel pour faire reculer la résignation ambiante qui conforte les bureaucraties politiques et syndicales, mais aussi la détermination du capital.

Il s'agit également d'un outil servant à favoriser des décantations politiques et favoriser l'émergence d'un courant politique qui regroupera ce qu'il y a de meilleur dans le courant libertaire lutte de classe, le marxisme révolutionnaire, l'écologie et le féminisme. Mais il peut également dans une phase de radicalisation politique aider à l'émergence d'assemblées populaires intégrant aussi bien les courants politiques et sociaux que tous les secteurs de la population opposés au système capitaliste à l'instar de ce qui a pu se passer ces dernières années ailleurs dans le monde (Chiapas, Kurdistan...). Quelle qu'en soit la forme politique, il s'agit bien de construire une force extraparlamentaire qui se donne les moyens d'avoir une audience de masse et incarne d'autant plus une alternative anticapitaliste, révolutionnaire et autogestionnaire qu'elle s'appuie essentiellement sur des luttes et des contre-pouvoirs autonomes.

La construction d'un front anticapitaliste

Défendre une orientation stratégique ne consiste pas à la défendre de façon essentiellement propagandiste, à moins de vouloir réduire la politique à une forme de discours incantatoire.

La première tâche vise à construire partout où cela est possible des fronts anticapitalistes, non pas seul-e-s mais en associant d'autres forces et personnes favorables à cette démarche, avec l'objectif qu'il ne s'agisse pas d'un simple cartel d'organisations.

Si nous entendons travailler avec des militant-e-s et des forces qui par ailleurs peuvent être amenées à participer à des échéances électorales, la

démarche de front anticapitaliste est incompatible avec une démarche de type électorale. Et donc c'est en dehors de ce cadre que celles et ceux qui font ce choix pourront lui donner libre cours.

Enfin, le front anticapitaliste ne saurait être le lieu d'une recomposition ou de la construction d'une nouvelle organisation politique auxquelles peuvent légitimement prétendre certaines organisations. Si à terme la fédération sur le plan national de ces fronts locaux sera un enjeu, il est invisable, aux vues de l'état actuel de l'extrême gauche, d'espérer créer une

nouvelle organisation politique en laissant de côté la majeure partie des anticapitalistes.

Nous ne partons pas de zéro. Dans plusieurs villes, de premiers contacts ont été pris et des fronts sont déjà constitués. C'est en s'appuyant sur les réussites, mais aussi en prenant la mesure des difficultés d'une telle démarche que nous devons aujourd'hui contribuer à amplifier le mouvement.

Pour arriver à construire un front anticapitaliste, il faut que chaque organisation à l'impulsion ait le souci constant d'améliorer les relations ent-

re les forces anticapitalistes et révolutionnaires en agissant en vue de déga-ger des convergences sans nier les divergences, mais sans figer les débats sous prétexte de divergences.

Il ne s'agit pas d'avoir l'obsession de marquer un camp politique, ce qui peut déboucher sur une attitude sectaire, mais au contraire de ne pas se braquer face aux débats que chacun souhaite porter. Alternative libertaire entend ainsi réaffirmer sa volonté de construction d'un courant communiste libertaire non sectaire, attaché au pluralisme et rejetant toute forme de dogmatisme.

Gros plans sur des expé

Toulouse au front depuis 2012

Dans la ville rose, la démarche des fronts anticapitalistes est mise en oeuvre depuis maintenant deux ans. Retour sur une expérience, ses intérêts, ses limites.

En novembre 2012, le groupe AL de Toulouse a lancé une invitation à un ensemble d'organisations pour discuter de la démarche des fronts anticapitalistes. Le NPA, le Moc, les Alternatifs et VP ont répondu à l'invitation. Avant de discuter de la démarche en tant que telle des constats communs ont été établis : dans une situation de crise économique et sociale les anticapitalistes peinent à se faire entendre à l'inverse d'une extrême droite dont l'audience progresse. Au niveau de la ville de Toulouse le constat partagé est que la plupart des collectifs de mobilisations qui se montent (soutien aux révolutions dans les pays d'Afrique du Nord, soutiens aux salarié-e-s licencié-e-s) peinent à sortir d'une unité de façade le plus souvent sur des mots d'ordre minimalistes pour « maintenir l'unité ». Mais malgré ces mots d'ordre minimalistes « pour brasser largement » ces mobilisations ne se réduisent, le plus souvent, qu'à des cartels d'organisations et sont peu audibles.

UNE DÉMARCHE PATIENTE ET PROGRESSIVE

La démarche du front anticapitaliste prenait sens au regard de ces constats : dans un premier temps favoriser une expression anticapitaliste et révolutionnaire toulousaine autour des mobilisations politiques et sociales et sur les sujets d'actualités. Mais pas à n'importe quel prix. Dans un premier temps des thèmes ont donc été définis : l'écologie, le logement, l'emploi et l'anticapitalisme. Des échanges ont eu lieu pour comparer et confronter les positions des différentes organisations et faire émerger certaines convergences. Ces discussions ont débouché sur la volonté d'organiser une réunion publique pour lancer officiellement la discussion

autour du front anticapitaliste. En effet la volonté est bien de lancer une démarche dépassant les cinq organisations présentes en s'adressant à toutes celles et ceux qui n'ont pu trouver leur compte dans les structures existantes.

Cette réunion publique s'est tenue au début du mois d'avril : un succès numérique puisqu'une petite centaine de personnes ont assisté aux débats, mais un contenu plus décevant. La présentation de la démarche avait été peu préparée et les organisations n'avaient pas prévu de propositions concrètes et communes à faire. Ce qui a pu laisser plus de latitude à certaines personnes pour exprimer leur scepticisme.

Néanmoins les retours ont été très positifs. La démarche, même si elle n'est encore qu'au stade du tâtonnement, séduit et enthousiasme.

PREMIERS SUCCÈS ENCOURAGEANTS

A la suite de cette réunion publique il a été décidé d'avoir une apparition commune lors de la manifestation du 1er Mai 2013 en structurant un cortège internationaliste et anticapitaliste. En effet dans un contexte où les discours nationalistes ont la côte, y compris à gauche, il était plus que nécessaire d'affirmer un message de solidarité internationale avec tous les peuples en lutte. Le cortège a réussi à rassembler plus d'une centaine de personnes dans une manifestation globalement maigrichonne. Là aussi les retours ont été très positifs. En réussissant à rassembler deux fois consécutivement un nombre intéressant de personnes dans un contexte difficile la démar-

che gagne progressivement en crédibilité et réussit petit à petit à convaincre les sceptiques.

A la rentrée 2013, l'initiative des fronts anticapitalistes reprend mais autour du noyau NPA, OCML-VP et AL, les Alternatifs et le MOC ayant décroché faute d'effectifs suffisants. Dans le même temps, des discussions autour de la constitution d'un front anticapitaliste démarrent dans le Tarn (Albi et Gaillac) avec le NPA, des membres de la FA et les Alternatifs. Le collectif AL de Toulouse participe aux réunions. Dans une région

UN PARCOURS SEMÉ D'EMBUCHES

L'initiative du 1er Mai 2013 est de nouveau tentée pour 2014 sur Toulouse. L'idée est cette fois d'élargir à un ensemble de collectifs de lutte. A la réunion de préparation sont présent-e-s le NPA, AL, OCML-VP, la CNT, l'Union Antifasciste Toulousaine (UAT) et... le STRASS. Ce dernier n'ayant pas été invité. Pour AL et le NPA, n'est pas question que le STRASS participe à un cortège anticapitaliste du fait que ce n'est pas une organisation anticapitaliste et qu'il défend la prostitution. L'agres-



DR - NPA2009.ORG

marquée par la présence de l'extrême droite, l'activité du collectif est orientée sur l'action contre celle-ci.

Cortège anticapitaliste lors de la manifestation du 1er Mai 2013 à Toulouse.

sivité de ce groupuscule ne permet pas qu'un débat s'engage. Malheureusement AL et le NPA sont seul-e-s sur cette position et le cortège anticapitaliste est trisé par les autres organisations.

Cet événement n'enterre pas l'initiative du front anticapitaliste mais montre à quel point l'unité est un combat. Dans un contexte de flou idéologique, il est parfois difficile de trouver des accords suffisamment solides pour agir ensemble.

Dans un contexte de flou idéologique, l'unité est un combat.

A Toulouse, un débat militant est organisé sur une journée autour de quatre axes : lutte contre l'extrême droite, féminisme, luttes anti-impérialistes et emploi. A Albi, un débat est organisé sur les luttes antifascistes. A chaque fois, il s'agit de confronter nos analyses, nos divergences mais aussi de dégager des convergences. En effet, derrière des terminologies différentes se dessinent aussi des analyses communes.

riences locales

Nantes : les anticapitalistes de concert

Depuis début 2013, AL et le NPA se sont lancés dans la construction d'un front anticapitaliste à Nantes. Réunion publique, soirée ciné autour de la lutte des « Conti », et fin septembre 2013, un concert faisant la part belle aux musiciens engagés, marquent l'amorce d'un front politique résolument lutte de classes.

Les licenciements se multiplient dans l'agglomération nantaise : fermeture programmée d'Alcatel, grandes difficultés d'Arcelor Basse-Indre, incertitude planant sur les chantiers navals de Saint-Nazaire et plans sociaux quotidiens chez ses sous-traitants. AL a fait le constat que très peu d'organisations se battaient sur cette thématique autour de laquelle, avec le NPA, nous avons donc déclenché une initiative unitaire.

REGARD OUVRIER SUR LES LUTTES

Le 12 avril, nous avons organisé une réunion publique contre les licenciements avec des camarades qui combattent les plans sociaux dans leurs entreprises. Ce meeting, animé par Philippe Poutou (NPA) et nos camarades Julien Gontier et Jean Yves Lesage a fait porter un regard ouvrier sur les luttes, loin d'une intervention d'intellectuels parlant au nom des ouvriers. Cette première initiative a permis à de nouveaux

contacts de nous rejoindre, notamment les camarades de Voie prolétarienne ainsi que des personnes non organisées.

Dès juin, nouvelle initiative : la diffusion du film La Saga des contis en présence de Xavier Mathieu, l'un des animateurs de la lutte dans l'entreprise de Clairoix. Avec plus de 150 personnes, nous avons échangé sur les batailles actuelles et sur les résistances à mettre en place pour lutter contre les fermetures d'usines. Ce débat nous a permis d'avoir une plus grande visibilité sur la ville.

Nous avons souhaité varier les modes d'interventions pour toucher un public plus large que les cercles militants traditionnels. Le clip de Kash Léone « Ça ne peut plus durer » nous a donné l'idée d'organiser un concert militant dont les bénéfices seront versés à une caisse de grève. Rappeur ouvrier de l'usine emblématique de PSA Aulnay, il était l'exemple

d'une intervention politique au moyen d'un média alternatif : le hip hop.

Rapidement, des groupes se sont engagés à soutenir notre démarche, les Nantais de Justin(e) et Santa Cruz, ainsi que les Rennais de Death or Glory. Nous avons également pu compter sur des rappeurs locaux avec le groupe Mezkador.

Affiche du concert organisé par le front anticapitaliste nantais le 28 septembre 2013.



UN CONCERT ENTièrement AUTOGÉRÉ

Le 28 septembre, le concert a été un succès, en termes de fréquentation avec plus de 200 entrées, mais aussi en terme d'ambiance et de convivialité. De même il était plaisant de voir des publics d'horizons musicaux différents se mélanger. Les différents groupes étaient satisfaits de leur concert, de notre accueil et de celui du public. Il faut également noter que ce concert était entièrement autogéré : le lieu – les Ateliers de Bitche – la cuisine, la sonorisation...

La bonne participation à ce concert nous a permis de constituer une caisse de grève qui sera utilisée en soutien à un combat contre les licenciements. Le front anticapitaliste naissant sera là pour soutenir et amplifier les résistances aux mauvais coups du patronat. Comme le dit Kash léone « Ça ne peut plus durer ». Nous on lâche rien et on ira jusqu'au bout !

Appel : Les anticapitalistes 47 !

Dans le Lot-et-Garonne, un front anticapitaliste a été constitué sur impulsion d'Alternative libertaire et du NPA, autour de l'appel suivant, qui donne une bonne idée de ce que peut être une base d'accord entre anticapitalistes de différents horizons.

Face au capitalisme qui dévaste nos vies, qui détruit la planète, les politiques gouvernementales sont au service des intérêts capitalistes et n'ont pas pour objectif de permettre les transformations sociales nécessaires. Elles sont au mieux un accompagnement des restructurations capitalistes.

Nous avons besoin d'une autre logique. Un comité départemental « Les anticapitalistes 47 » s'est cons-

titué à l'initiative de militant-e-s et de sympathisant-e-s d'Alternative Libertaire et du Nouveau Parti Anticapitaliste.

Nous voulons répondre au besoin, exprimé par un nombre croissant de femmes et d'hommes, de combattre le capitalisme.

Nous souhaitons rassembler sans exclusive celles et ceux qui sont convaincus :

Que les luttes autonomes et démo-

cratiques menée par les classes sociales opprimées sont l'élément essentiel du combat anticapitaliste. Une révolution par les urnes est complètement illusoire.

Qu'il est nécessaire de dépasser la critique du capitalisme et de populariser les principes d'une société socialiste et autogestionnaire.

Nous combattons clairement la droite et l'extrême-droite ; nous affirmons notre totale indépendance face à la politique antisociale du gouvernement PS-Verts aux ordres du patronat et des banques.

Construire aujourd'hui les mobilisations sociales nécessaires est très

difficile. Mais nous savons que l'aggravation de la crise et que les régressions sociales vont faire monter les luttes de classes dans la société.

Les jeunes, les précaires, les travailleurs et les travailleuses finiront pas se révolter. Le capitalisme est mortel. L'avenir nous appartiendra !

autour du livre d'Olivier Besancenot et Michael Löwy

Quelle convergence entre marxistes

Dans un ouvrage paru à la rentrée 2014, *Affinités révolutionnaires – Nos étoiles rouges et noires*, Olivier Besancenot et Michael Löwy relancent un débat sur la convergence entre marxistes et libertaires. L'enjeu est important pour la construction unitaire d'une force anticapitaliste élargie mais encore faut-il se mettre d'accord sur les termes du débat. Cette réponse entend pointer quelques contradictions ou silences d'un livre qui permettra malgré tout, nous l'espérons, de faire avancer « la solidarité entre marxistes et libertaires ».

Olivier Besancenot et le sociologue Michael Löwy viennent de co-écrire un ouvrage qui porte en sous-titre : *Pour une solidarité entre marxistes et libertaires*. Le projet ne peut manquer d'intéresser les militants et sympathisants d'Alternative libertaire dont le manifeste fondateur affirme le projet de constituer un courant nouveau de convergence entre libertaires et marxistes révolutionnaires.

C'est donc un projet proche de celui d'Alternative libertaire, mais émanant de militants issus du courant trotskyste, que nous proposons les deux auteurs.

Ils commencent pour ce faire par revisiter des moments classiques de l'histoire du mouvement ouvrier en insistant sur les convergences de vue entre anarchistes et marxistes puis brossent une suite de portraits de militants historiques susceptibles d'incarner par leur pratique cette proximité entre des aspirations à un spontanéisme libertaire et un attachement à la lutte des classes. L'ouvrage se termine par une série de thématiques aux enjeux plus actuels : individu et collectif, révolution sans ou avec prise de pouvoir, démocratie directe et démocratie représentative, autonomie et fédéralisme, planification et autogestion, syndicalisme et parti, écologie.

Qui connaît un peu Olivier Besancenot, activiste non dogmatique avant d'être l'atout médiatique de la LCR, connaît son intérêt sincère pour l'histoire du mouvement libertaire. Le débat ouvert par ce petit livre qui effleure mille sujets doit donc être pris au sérieux même si sa construction ne lui permet guère d'aller au fond des choses. Nous

ferons ici le choix inverse : concentrer notre critique sur quelques points limités.

APPROXIMATIONS ET CONFUSIONS

L'ouvrage aborde des questions historiques ou politiques avec une prudence féconde qui facilite en effet la possibilité du débat et de l'action commune. Chaque épisode du passé, chaque biographie évoquée mériterait débat. Mais constatons que les réflexions sur l'individu, le fédéralisme, l'autogestion sont bien souvent proches des visions que notre organisation (à l'époque UTCL) avait portées en éditant *Un projet de société communiste libertaire* en 1988.

Faute de caractérisations sérieuses des différents courants issus du marxisme et des différents courants issus de l'anarchisme, les auteurs distribuent bons points et critiques « aux anarchistes » ou « aux marxistes » un peu comme ça les arrange, précisant rarement quel courant de l'anarchisme est visé, omettant d'expliquer clairement que le courant qui est celui d'Olivier Besancenot est minoritaire au sein du trotskysme international, courant lui-même très minoritaire au sein des traditions marxistes. Nos auteurs rangent ainsi dans les rangs libertaires pêle-mêle individualistes et anarchosyndicalistes, syndicalistes révolutionnaires et mouvances autonomes... Militants qui entre eux ont autant de divergences théorico-pratiques qu'un maoïste avec un fondateur communiste, un pabliste avec un lambertiste ! Enfin la coupure un peu caricaturale entre marxistes et anarchistes ne permet pas de comprendre comment les courants communistes libertaires revendiquent eux aussi le marxisme dans leurs fondamentaux.

LA QUESTION DES ÉLECTIONS

Ainsi de la question électorale. Les auteurs vantent les mérites de la participation au jeu électoral puis assèment : « *Bien entendu, aucune de ces pratiques n'est acceptable par les libertaires... cet abstentionnisme de principe n'est pas réaliste* », bien qu'eux-mêmes rappellent qu'en 1936 la CNT espagnole appela à voter pour les candidats du Front populaire. Mais ils « oublient » que la FCL tenta une campagne législative (calamiteuse au demeurant) en France en 1956. Nombre d'animateurs du courant communiste libertaire ont dénoncé le crétinisme parlementariste et le crétinisme abstentionniste, en particulier à l'occasion de référendum. Ainsi Alternative libertaire participa à la campagne unitaire pour le « Non » au traité constitutionnel de 2005. À mettre tous les « anarchistes » dans le même sac les auteurs oublient que la LCR appela au boycott des élections législatives en 1968, contribuant ainsi à l'écrasante victoire des gaullistes...

Mais le fond du problème est ailleurs. Et ce ne sont pas tant les « dangers de l'électoratisme » et des dérives individuelles des élus qui nous éloignent du champ électoral, mais en premier lieu l'aspect chronophage des campagnes électorales qui en effet « contribue à nous séparer dans l'action politique quotidienne » quand les camarades du NPA repoussent nos propositions à après les élections... Et puis participer systématiquement au cirque du « Votez pour moi et mes promesses » crédibilise de fait et renforce les institutions bourgeoises et le hold-up représentatif ; renforce la passivité politique des masses appelées à confier leur avenir « aux professionnels de la politique ». Par ailleurs, la présentation électorale pousse tendanciellement à dériver de « la tribune offerte » vers la recherche frénétique d'alliances (même LO y succombe !) en vue d'obtenir des élus, alliances dans lesquelles une organisation révolutionnaire a vite fait de perdre son temps, son âme... et une partie de ses militants et militantes.

Le *Manifeste* d'AL fait des élections une question tactique à traiter au cas par cas. Ce qui permet



Karl Marx et Mikhail Bakounine.

d'échapper à tout dogmatisme à défaut de s'épargner des débats difficiles. Car entre présentation systématique à 2 % et accompagnement d'un mouvement de fond ancré sur un territoire, la question se pose déjà autrement. Soyons francs, ce débat-là divise AL de manière récurrente. À ce jour, reconnaissons que les militants d'AL qui ont tenté des expériences lors de municipales (Montreuil, Toulouse, Noisy-le-Sec) en tirent un bilan peu enthousiaste. A contrario la présence de militants « autonomes » sur la liste « de gauche » élue à Tarnac représente une expérience à suivre de près.

ÉVITER LES QUESTIONS QUI FÂCHENT ?

Bien que n'oubliant pas de pointer les origines des divergences sur l'État entre communistes libertaires et communistes autoritaires au sein de la Première Internationale, c'est finalement sur cette question pourtant cruciale que le livre est le plus faible et silencieux avec deux problèmes liés : faut-il détruire l'État ou bien s'en emparer pour une période de transition indéfinie ; et quelle organisation faut-il construire en regard de l'objectif que l'on retient ?

On sait que Lénine dans *Que faire ?* à l'aube du XX^e siècle tira de Marx une version ultra-autoritaire qui effraya Rosa Luxemburg et Léon Trotsky (ce que les auteurs omettent de rappeler). Résumons : pour s'emparer d'un État (toujours garder en mémoire la phrase d'Engels : « *En dernière instance, l'État est une bande d'hommes en armes* »), pour s'en emparer donc puis le transformer pour le mettre au service de la dictature du prolétariat, il faut un parti plus discipliné, plus militarisé que ne l'est l'État lui-même sous peine de nouveaux échecs.

tes et libertaires ?

C'est le bilan en effet que tire Lénine de la Commune ou des attentats populistes contre le tsar. Mais aussi le bilan d'une sociale-démocratie engluée en Europe dans une collaboration de classes qui annonce les sanglantes trahisons à venir. Une armée de permanents financée en partie par le gangstérisme, des révolutionnaires professionnels capables d'éduquer et de diriger des masses incultes, « *spontanément réformistes* » disait Lénine.

Ce moule, terriblement efficace et funeste, le bolchevisme, est le moule commun des staliniens, des trotskystes, des maoïstes, des guévaristes et des post-staliniens. Il ouvre la voie au substitutisme et à la bureaucratisation. Comme le dénonçait alors Trotsky lui-même, il prépare une dérive implacable : la dictature du prolétariat sur la société devenant la dictature du parti sur le prolétariat, puis la dictature de la direction du parti sur ses propres militants et militantes...

Il faut sans doute rappeler ici que Trotsky ne rejoindra le parti bolchévique que durant l'été 1917. Ce ralliement tardif après des années de polémiques contre Lénine

ne lui coûtera cher, en Russie comme dans toutes les sections de la III^e Internationale, au moment d'affronter Staline. Pour tenter d'effacer ce tardif rapprochement, les trotskystes s'empresseront d'ailleurs de se baptiser « bolchéviques-léninistes ». Et ils oublieront pour longtemps les mises en garde du « Vieux » à l'aube des années rouges en se construisant comme les « vrais » héritiers de Lénine.

Les principaux courants trotskystes internationaux continuent d'appliquer les recommandations de Lénine. Dans l'ancêtre du POI français, l'OCI des grandes années 1970-1980, le secrétaire de cellule n'était pas élu par les membres mais désigné par le Comité central. Nombre de revues s'appellent toujours *Que faire ?*. Le centralisme international le plus étroit s'applique encore, causant régulièrement l'explosion des organisations quand le chef décrète un tournant politique... ou

meurt ! Fondant la IV^e Internationale juste avant son assassinat, Trotsky indiquait que la crise de l'humanité se résume à une crise de sa direction révolutionnaire alors que les conditions objectives d'une révolution mondiale réussie sont réunies depuis longtemps. Certes, la LCR s'est questionnée de longue date sur ces problèmes et crut y répondre en institutionnalisant le fonctionnement en tendances, inventant un parlementarisme trotskyste détestable. Olivier Besancenot a beau considérer la formule sur la « crise de direction » obsolète, force est de constater que c'est elle qui explique l'in vraisemblable guerre de tendances qui minait la LCR et qui s'est transposée telle quelle dans le NPA rendant la vie interne étouffante et grotesque. Parce que le moule est intact qui prétend que la révolution dépend d'abord du parti (et donc *in fine* de sa direction).

Nous considérons certes la nécessité pour les communistes libertaires de s'organiser sérieusement mais pour autant nous pensons qu'il revient aux populations de faire (ou pas...) la révolution c'est-à-dire non pas

de prendre mais de détruire l'État et de tisser fédéralement les liens nécessaires entre les communautés de vie et de travail. Nous nous attachons du coup à construire une organisation à l'image de la société future, autogérée et fédéraliste, là où les marxistes-léninistes poursuivent la construction d'un parti forgé dans l'acier, ou dans le cas du NPA d'un rassemblement de fractions d'acier. Ainsi pour reprendre la formule d'Olivier Besancenot, il ne nous semble pas suffisant de faire prendre un « bain libertaire » au marxisme. Nous reconnaissons une réelle proximité littéraire avec ce courant trotskyste ouvert depuis les expériences « autogestionnaires » en Yougoslavie dans les années 1950, un courant qui, dès les années 1970, théorisa une articulation entre dictature du prolétariat et autogestion. Mais sur bien des sujets abordés dans le livre, le bain libertaire ne suffit pas à laver les taches originelles. Et il

faudra encore bien des lessives pour que le NPA, en admettant que sa majorité le souhaite, rompe avec le moule dont il est le produit. Le tiède compte rendu du livre dans le journal du NPA laisse à ce propos songeur.



Daniel Guérin
(1904 - 1988)

UN DÉBAT AVEC QUI ?

Si le livre aura le mérite de faire connaître plus largement en France l'anarchiste américain Murray Bookchin qui est devenu aussi l'inspirateur d'Ocalan (leader emprisonné du PKK kurde), un doute demeure : le livre a-t-il vraiment pour objectif d'ouvrir le débat avec les libertaires, ou bien a-t-il d'abord une fonction interne au NPA ? Comment comprendre que le livre évoque le rassemblement international des libertaires autour de l'AIT (totalement groupusculaire) alors qu'il ne cite ni l'IFA (courant international dont est membre la FA) ni Anarkismo (courant dont participe AL) ? Comment interpréter l'absence de critique ciblée envers telle ou telle organisation ? Et encore quel score ferait la partie sur Kronstadt, plutôt intéressante, si elle était soumise à un congrès du NPA ? La recherche affichée d'un « marxisme libertaire » est alléchante mais le risque est grand d'affadir ainsi et le marxisme et l'anarchisme. Un peu comme les vaines tentatives freudo-marxistes finirent dans une impasse en rognant les griffes de la psychanalyse et celles du marxisme au profit d'une bouillie aujourd'hui oubliée. La démarche proposée par Daniel Guérin nous semble autrement fructueuse : garder le meilleur des traditions des deux courants dans une confrontation saine et créatrice.

Ces questions feront l'objet de débats déjà programmés entre AL et le NPA. Trop tôt donc pour une conclusion. Néanmoins, en termes pratiques, nous sommes toujours dans l'attente d'une réponse positive claire et concrète à notre proposition de « fronts anticapitalistes », proposition ouverte à toutes les organisations révolutionnaires, où chacun garderait son identité mais où toutes frapperaient ensemble.

DANIEL GUÉRIN

Se disant « socialiste libertaire » dans les années 1950 avant de passer par une phase « anarchiste » dans les années 1960, dès 1968 Guérin prônait le « marxisme libertaire », étiquette qu'il remplacera peu après par « communisme libertaire » pour ne pas s'aliéner ses nouveaux camarades anarchistes.

Guérin était tout aussi critique de l'anarchisme « traditionnel » qu'il l'était des marxismes autoritaires et dogmatiques, et notamment de son rejet de l'organisation, de sa compréhension simpliste et manichéenne du rôle de l'État dans des sociétés modernes, industrielles, de plus en plus internationalisées.

Guérin était convaincu qu'un communisme libertaire représentant une synthèse du meilleur du marxisme et de l'anarchisme serait beaucoup plus intéressant aux « travailleurs avancés » que « le marxisme autoritaire dégénéré ou le vieil anarchisme démodé et fossilisé ».

Mais il insistait sur le fait qu'il n'était pas théoricien, que le communisme libertaire n'était encore qu'une approximation et non un dogme. « La seule conviction qui m'anime, disait-il, est que la future révolution sociale ne sera ni de despotisme moscovite ni de chlorose social-démocrate, qu'elle ne sera pas autoritaire, mais libertaire et autogestionnaire, ou, si l'on veut, conseilliste. »

Il n'est pas suffisant de faire prendre un « bain libertaire » au marxisme.

POUR ALLER PLUS LOIN

UN PROJET DE SOCIÉTÉ COMMUNISTE LIBERTAIRE

Extrait du *Projet communiste libertaire* publié par l'UTCL en 1986. Préface par AL.

Un texte fondamental dans la définition de la révolution aujourd'hui, et de la finalité d'une transformation de la société. Réflexions sur le rôle de l'organisation. Les grandes lignes de ce que pourrait être une société communiste libertaire : autogestion, planification à la base, distribution égalitaire des richesses, démocratie.

Prix : 8 €



MANIFESTE POUR UNE ALTERNATIVE LIBERTAIRE

Socle commun d'AL, proposé au format journal.

Texte fondateur, le « Manifeste pour une Alternative libertaire » est à la base de l'engagement des militantes et militants d'AL. Il a été adopté lors du 1er congrès d'Alternative libertaire, en mai 1991. La présente édition a été féminisée, et est accompagnée des « Statuts » révisés, qui définissent le fonctionnement d'AL.

Prix : 1 €



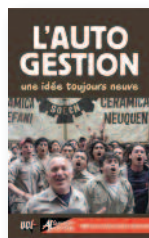
L'AUTOGESTION, UNE IDÉE TOUJOURS NEUVE

Une coédition AL-Nefac (Québec).

Un aperçu des réalisations, des limites et des possibilités offertes par l'autogestion, que ce soit dans une période révolutionnaire (Russie 1917, Espagne 1936) ou dans les luttes actuelles (Lip 1973, Chiapas 1994, Argentine 2001, Québec 2003...).

Sans l'autogestion, aucun projet émancipateur n'est viable !

Prix : 7 €



SYNDICALISTES ET LIBERTAIRE

Une histoire de l'Union des travailleurs communistes libertaires (1974 - 1991). De Théo Rival, 316 pages.

En 1976, un groupe de jeunes ouvriers est exclu de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) et fonde l'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL). Adeptes du syndicalisme d'action directe, ils se trouvent rapidement engagés dans la résistance au recentrage de la CFDT.

Des grandes grèves de 1974 à l'irruption des coordinations de grévistes en 1986, raconter l'histoire de l'UTCL, c'est avoir en toile de fond une tranche d'histoire du mouvement ouvrier.

Prix : 12 €



retrouvez ces titres sur notre boutique en ligne :

boutique.alternativelibertaire.org

CHANGER LE MONDE, HISTOIRE DU MOUVEMENT COMMUNISTE LIBERTAIRE (1945-1997)

De Georges Fontenis, nouvelle édition, 295 pages.

Le livre de Georges Fontenis est à ce jour le meilleur témoignage – le plus documenté, le mieux charpenté, le plus autocritique aussi – sur l'anarchisme français de cette période. Il nous fait revivre la Libération, les grandes grèves de 1947, 1953 ou 1955, la guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie, et bien sûr Mai 68. Incarcéré en 1957, l'auteur reprend du service en 1968 dans le mouvement communiste libertaire et sera, jusqu'à sa disparition, adhérent d'AL.

Prix : 12 €



A DROITE TOUTE ! LE TOURNANT DES ANNÉES 1980

De Marco Sazzetti.

La première moitié des années 1980 est bel et bien celle où, du PCF de Georges Marchais au RPR de Jacques Chirac, tous les partis institutionnels se mettent à courir après le FN, inventant avec lui, et pour plusieurs années, le prétendu « problème de l'immigration ».

Décidé à combattre cette droitisation de la vie politique française, et à faire entendre une autre voix, anticapitaliste et autogestionnaire, Marco Sazzetti livra au mensuel communiste libertaire Lutter! une série d'articles intitulée « À droite toute ! »

Ce sont ces textes, accompagnés d'un appareil critique, qui sont rassemblés dans le présent recueil.

Prix : 8 €



ALTERNATIVE LIBERTAIRE, LE MENSUEL

Abonnement d'un an, 11 numéros.

Depuis novembre 2014, le journal d'Alternative libertaire est de nouveau présent chaque mois dans les kiosques au prix de 3 € mais le moyen le plus simple (et le plus économique !) de nous lire et de nous soutenir reste encore de s'abonner.

Abonnement d'un an, 11 numéros : 20 €
Pour les chômeurs-ses et les précaires : 15 €



POUR NOUS SOUTENIR

Chaque année l'État subventionne les partis qui se sont présentés aux élections. Alternative libertaire tire pour sa part 100 % de ses ressources des cotisations de ses militant-e-s, de la souscription de ses Ami-e-s et des ventes de ses publications. Le lancement des Ami-e-s d'AL en 2000 avait ainsi permis à AL de pouvoir louer des locaux publics et c'est en bonne partie grâce aux Ami-e-s que le mensuel Alternative libertaire a pu se maintenir en kiosque.

En contrepartie de leur adhésion, les Ami-e-s d'AL reçoivent chaque mois le journal Alternative libertaire et la Lettre des Ami-e-s d'AL, qui informe des actions, débats et initiatives du moment.

Les Ami-e-s d'AL proches d'un groupe d'Alternative libertaire sont régulièrement tenu-e-s informé-e-s de ses initiatives et invité-e-s à y participer.

Chaque année, les Ami-e-s sont convié-e-s à participer aux rencontres fédérales d'AL qui se tiennent l'été, dans un cadre convivial. Tous les deux ans, les Ami-e-s sont associé-e-s au processus de débat qui précède chaque congrès d'Alternative libertaire. Elles et ils reçoivent les cahiers de préparation du congrès, peuvent rédiger des contributions et participer à sa partie publique.

Souscrivez aux Ami-e-s d'AL et suivez l'actualité d'AL sur :



POUR NOUS REJOINDRE

L'activité essentielle de l'organisation est d'appuyer, par sa politique et sa propagande, par sa réflexion collective, par la formation, l'aide qu'elle apporte, par l'action de ses membres, le développement des luttes anticapitalistes et l'auto-organisation, vers un contre-pouvoir de la base de la société et une rupture avec l'ordre capitaliste.

Les orientations stratégiques de l'organisation, ses prises de positions, ses décisions sont soumises aux débats, à la direction collective, aux votes de la base de l'organisation. Celle-ci constitue ainsi un terrain d'expérimentation pour la démocratie autogestionnaire et fédéraliste. L'organisation est donc une fédération autogérée, placée sous la responsabilité collective de l'ensemble de ses militantes et de ses militants. Renversant l'image traditionnelle du parti hiérarchisé, mais sans nier la nécessité et l'importance des activités de coordination et d'animation de l'organisation, nous cherchons à établir un cadre de débat et d'intervention horizontalisé et décentralisé.

Si le projet que nous défendons vous intéresse, n'hésitez pas à nous contacter :

AU NIVEAU FÉDÉRAL

Alternative libertaire, BP 295,
75921 Paris cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org
www.alternativelibertaire.org

AU NIVEAU LOCAL

De Cayenne à Bruxelles, de Brest à Marseille... retrouvez les blogs et les adresses des collectifs AL sur www.alternativelibertaire.org